

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### SYNERGIE

Société anonyme au capital de 50 861 500 €.  
Siège social : 11, avenue du Colonel Bonnet, 75016 Paris.  
329 925 010 R.C.S. Paris.

#### A. — Comptes consolidés au 31 décembre 2006.

##### I. — Bilan consolidé avant affectation .

(En milliers d'euros).

Actif	Notes	31/12/2006	31/12/2005
Ecarts d'acquisition	5	29 812	27 352
Autres immobilisations Incorporelles	6	6 365	4 442
Immobilisations corporelles	7	7 876	7 738
Actifs financiers non courants	8	2 465	2 685
Actif d'impôt différé	9	2 052	1 929
Total actif non courant		48 570	44 146
Créances clients et comptes rattachés	10	301 384	272 960
Autres créances et comptes de régularisation		15 062	11 631
Actifs financiers courants			
Trésorerie et autres équivalents de trésorerie	12	7 934	8 544
Total actif courant		324 380	293 135
Actifs non courants disponibles à la vente	13	3 633	5 975
Total bilan		376 583	343 256

Passif	Notes	31/12/2006	31/12/2005
Capital social	14	50 862	50 862
Primes d'émission et de fusion			
Réserves et report à nouveau		60 013	44 418
Résultat consolidé		21 576	19 337
Intérêts minoritaires		1 365	1 278
Total capitaux propres	14	133 816	115 895
Provisions pour risques et charges	15	4 400	6 294
Emprunts et dettes financières non courants	16	17 067	20 615
Impôts différés	17	1 570	649
Total passif non courant		23 037	27 558
Emprunts et dettes financières courants	16	15 219	17 060
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18	7 311	7 298
Dettes fiscales et sociales	19	187 108	167 031
Autres dettes et comptes de régularisation		7 538	3 938
Total passif courant	19	217 176	195 327
Passifs relatifs aux actifs non courants disponibles à la vente	20	2 554	4 477
Total bilan		376 583	343 256

**II. — Compte de résultat consolidé .**

(En milliers d'euros.)

	Notes	31/12/2006	31/12/2005
Chiffre d'affaires	21	1 065 120	926 384
Autres produits		1 838	933
Achats consommés			-34
Charges de personnel	22.1	-951 392	-826 984
Charges externes		-36 158	-30 552
Impôts, taxes et versements assimilés		-35 889	-31 566
Dépréciations des écarts d'acquisition		-234	-552
Dotations aux amortissements		-3 635	-3 358
Dotations aux provisions	22.2	-3 497	-3 092
Autres charges	22.2	-337	115
Résultat opérationnel courant		35 816	31 293
Autres produits et charges opérationnels		619	117
Résultat opérationnel		36 435	31 410
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		739	935
Coût de l'endettement financier brut		-2 683	-1 554
Coût de l'endettement financier net	23	-1 944	-619
Autres produits et charges financières			
Résultat avant impôt		34 491	30 791
Charge d'impôt	24	-12 247	-11 322
Résultat net avant résultat des activités en cours de cession		22 244	19 469
Résultat net d'impôt des activités en cours de cession			46
Résultat net		22 244	19 515
Part du Groupe		21 576	19 337
Intérêts minoritaires		668	178
Résultat par action (en euro)	25	2,12	1,90
Résultat dilué par action (en euro)		2,12	1,91

**III. — Tableau de flux de trésorerie.**

(En milliers d'euros) .

	31/12/2006	31/12/2005
Résultat net consolidé	22 244	19 515
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non lié à l'activité	-323	3
Dépréciation des écarts d'acquisition	234	552
Amortissements et provisions	3 635	3 471
Variation des impôts différés	-134	2
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	25 656	23 543
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-22 877	-21 650
Flux de trésorerie net généré par l'activité	2 779	1 893
Acquisitions d'immobilisations	-3 975	-2 821
Cessions d'immobilisations	2 039	308

Incidence des variations de périmètre	426	-10 712
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 510	-13 225
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-5 082	-4 049
Augmentation de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	1 070	10 230
Remboursements d'emprunts	-5 144	-4 530
Rachat et revente d'actions propres	485	-75
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-8 671	-1 576
Variation de la trésorerie nette	-7 402	-9 756
Trésorerie à l'ouverture	-5 253	4 503
Trésorerie à la clôture	-12 655	-5 253

#### IV. — Tableau de variation des capitaux propres.

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultats consolidés	Résultats directement enregistrés en capitaux propres	Total part groupe	Minoritaires
Situation au 01/01/2005	50 862	1 270	-680	47 229	233	98 914	731
Affectation du résultat		973		-5 022		-4 049	
Résultat de l'exercice Part du groupe				19 337		19 337	
Opérations sur titres auto-détenus			-76		188	112	
Retraitements intérêts minoritaires et divers				303		303	547
Situation au 31/12/2005	50 862	2 243	-756	61 847	421	114 617	1 278

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultats consolidés	Résultats directement enregistrés en capitaux propres	Total part groupe	Minoritaires
Situation au 31/12/2005	50 862	2 243	-756	61 847	421	114 617	1 278
Affectation du résultat		721		-5 807		-5 086	
Résultat de l'exercice part du groupe				21 576		21 576	
Opérations sur titres auto-détenus			485		772	1 257	
Retraitements intérêts minoritaires et divers				87		87	87
Situation au 31/12/2006	50 862	2 964	-271	77 703	1 193	132 451	1 365

#### V. — Annexe au bilan et au compte de résultat consolidés.

##### Note 1. – Principes et méthodes comptables.

1.1. Contexte général. — Cadre général. En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les sociétés cotées sur un marché réglementé de l'un des Etats membres présentent leurs comptes consolidés en utilisant le référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

1.2. Principes et méthodes comptables applicables aux comptes.

1.2.1. Principes généraux de consolidation. — Tous les comptes des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation sont clos au 31 décembre.

Les comptes sont présentés en milliers d'euro sauf indications spécifiques.

Les évolutions concernant l'évolution des contrôles URSSAF sont comprises dans les notes 13 et 20.

1.2.2. Méthodes de consolidation. — SYNERGIE SA possède directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote de l'ensemble de ses filiales qu'elle consolide selon la méthode de l'intégration globale.

Les opérations internes au Groupe, créances et dettes, produits et charges sont éliminées des comptes consolidés. En cas de fusion entre sociétés du groupe ou de déconsolidation, les réserves consolidées ne sont pas affectées.

1.2.3. Recours à des estimations. — L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Cela concerne principalement la valorisation des actifs incorporels et la détermination des provisions pour risques et charges. Ces hypothèses et estimations peuvent s'avérer, dans le futur, différents de la réalité.

1.2.4. Ecarts d'acquisition. — Les écarts d'acquisition incluent les immobilisations incorporelles comptabilisées sous le poste fonds commerciaux dans les comptes sociaux ainsi que les écarts d'acquisition comptabilisés dans le cadre du processus de consolidation.

Ils représentent la différence entre le coût d'acquisition, majoré des coûts annexes, et la part du groupe dans la juste valeur des actifs identifiables et des passifs à la date des prises de contrôle.

Les évaluations des actifs et passifs identifiables et par voie de conséquence celle des écarts d'acquisition sont opérées, dès la date de première consolidation. Toutefois, sur la base d'analyses et expertises complémentaires, le groupe peut revoir ces évaluations au cours de l'exercice d'acquisition et de celui qui suit.

Ils ne sont pas amortis, conformément à IAS 38 « Immobilisations incorporelles » mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

1.2.5. Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées selon le modèle de coût. Les coûts d'emprunts ne sont pas activés.

Frais de recherche. — Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Frais de développement. — Les frais de développement concernent des logiciels créés en interne ; ils sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

— son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;

— sa capacité d'utiliser l'immobilisation incorporelle ;

— la disponibilité des ressources techniques et financières adéquates pour achever le développement et la vente ;

— qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;

— et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les autres frais de développement (création de site Internet non marchand, développement de clientèle, ...) sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée.

Concernant les logiciels, sont considérés comme des frais de développement, les coûts d'analyse organique, de programmation et de mise en place de la documentation utilisateurs.

Autres immobilisations incorporelles acquises. — Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », un actif est une ressource contrôlée par l'entreprise du fait d'événements passés et à partir de laquelle on s'attend à ce que des avantages économiques futurs bénéficient à l'entité.

Une immobilisation acquise est reconnue dès lors qu'elle est identifiable et que son coût peut être mesuré de façon fiable.

1.2.6. Immobilisations corporelles. — Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées selon le modèle de coût. Les coûts d'emprunts ne sont pas activés.

Les immobilisations acquises dans le cadre de location financement suivent le même traitement (Cf. Note 7.2)

Les amortissements sont calculés essentiellement selon le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilité propre.

Les durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durées en linéaire
Immobilisations Incorporelles.	
Concessions, Brevets, Droits similaires	5 ans
Fonds Commercial	
Immobilisations corporelles :	
Constructions	20 ans
Agencements et Aménagement des Const	
Installations Techniques	
Matériel et Outillage	5 ans
Installations Générales	7 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de Bureau	5 ans
Matériel informatique	5 ans
Mobilier	10 ans

Compte tenu de l'activité du groupe et des actifs corporels détenus, aucun composant significatif n'a été identifié.

1.2.7. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé. — Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie.

La valeur d'utilité de chacun de ces actifs est déterminée par référence aux flux futurs de trésorerie nets actualisés des unités génératrices de trésorerie auxquelles ils appartiennent.

Les flux nets de trésorerie sont estimés à partir des budgets prévisions extrapolés sur 10 ans et actualisés au taux de 3.42% correspondant au taux d'endettement moyen du groupe.

Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée en résultat opérationnel.

Les Unités Génératrices de Trésorerie sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Elles sont déterminées essentiellement sur une base géographique par référence aux marchés dans lesquels opère notre groupe.

1.2.8. Créances clients et reconnaissance des produits. — Les créances clients sont comptabilisées pour leur montant nominal.

La société consolidante a souscrit, tant pour elle-même que pour ses filiales françaises de travail temporaire, une assurance contre le risque d'impayés. Lorsque les événements en cours rendent incertain le recouvrement de ces créances, celles-ci font l'objet d'une dépréciation différenciée selon la nature du risque (retard de règlement ou contestation de la créance, redressement judiciaire ou liquidation de biens) et la part couverte par l'assurance.

Le Groupe a mis au point des méthodes de reconnaissance de produits pour les activités de travail temporaire dans le cadre d'une procédure intégrée partant de la réalisation de la prestation jusqu'à la facturation des clients.

Cette procédure permet d'appliquer strictement les règles de séparation des exercices.

Les prestations relatives aux activités de recrutement hors travail temporaire sont comptabilisées à l'avancement.

1.2.9. Charge d'impôt. — La charge d'impôt regroupe l'impôt exigible et l'impôt différé sur les différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs consolidées.

Lorsque les perspectives à court terme des sociétés du Groupe le permettent, des impôts différés actifs, dont la récupération est probable, sont comptabilisés.

La fiscalité différée, correspondant à l'activation des déficits fiscaux, a été retraitée en faisant usage pour les sociétés du taux d'impôt sur les sociétés de droit commun connu à la date de clôture. Les impôts différés actifs et passifs résultant de décalages temporaires sont comptabilisés, pour les sociétés françaises suivant la méthode du report variable en incluant également la contribution sociale de 3,3 %. Ils correspondent à la constatation de l'incidence des décalages existants entre la comptabilisation de certains produits et charges et leur prise en compte pour la détermination du résultat fiscal.

D'autre part, les déficits fiscaux ne sont pris en compte pour la détermination de l'actif fiscal latent que lorsqu'ils présentent une forte probabilité d'imputation sur les profits taxables des deux prochains exercices.

Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

1.2.10. Trésorerie et équivalents. — La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments immédiatement liquides et dont les variations de juste valeur sont non significatives tels les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie, dans la mesure où elles répondent aux conditions définies par l'AFTE et l'AFG validées par l'AMF.

1.2.11. Provisions. — Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Lorsque l'échéance prévisionnelle de la provision est à plus d'un an, le montant de celle-ci est actualisé.

1.2.12. Engagements de retraites et assimilés. — Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués par un calcul actuariel prenant en compte des hypothèses de progression de salaire, d'espérance de vie et de rotation des effectifs.

Ces évaluations, qui concernent les indemnités de fin de carrière en France, sont effectuées tous les semestres.

La provision est égale à l'excédent de l'engagement par rapport aux cotisations gérées par un organisme extérieur.

1.2.13. Actions propres. — Toutes les actions propres détenues par le groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres, conformément à la norme IAS 32. Le résultat de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en variation des capitaux propres.

1.2.14. Informations sectorielles. — En application d'IAS 14 « information sectorielle », le premier niveau d'information sectorielle est organisé par zone géographique, le second par secteur d'activité. Cette distinction est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe. Ces informations sont détaillées dans la Note 26.

1.2.15. Méthodes de conversion des états financiers des filiales étrangères. — La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro.

Concernant les filiales étrangères, la méthode de conversion retenue pour les comptes en devises est la méthode dite du taux de clôture, consistant à convertir au cours de clôture les postes du bilan et au cours moyen de la période le compte de résultat. Les différences de change sont inscrites en capitaux propres.

## Note 2. – Evolution du périmètre de consolidation et opérations de fusion

2.1. Acquisition de Meetneed. — La société de droit britannique Meetneed LTD et ses filiales Acorn Recruitment, Acorn Learning Solutions et Contact US ont été acquises en décembre 2005.

Ce Groupe a pour activité la Gestion des Ressources Humaines (Travail temporaire, placement, formation...)

Il été consolidé par intégration globale à compter du 31 décembre 2005, cette acquisition n'ayant eu les effets sur le compte de résultat que lors de l'exercice 2006, soit :

- Chiffre d'affaires : 61 512 ;
- Résultat opérationnel : 2.289 ;
- Résultat avant impôt : 1.532 ;
- Résultat net : 1.262.

2.2. Acquisition de Gestion Richard Dugre Inc. — La franchise canadienne Gestion Richard Dugre Inc. a été acquise le 4 novembre 2006 par Gestion Hunt et absorbée par celle-ci le même jour.

2.2. Cession de G R P. — L'activité sécurité a été cédée en janvier 2006. L'impact de cette activité sur le compte de résultat a été traité sur la ligne « résultat net des activités cédées » en 2005 et le résultat de cession traité en 2006 en résultat opérationnel non courant.

2.3. Variations du pourcentage de détention. — Synergie a augmenté son pourcentage de détention dans Synergie ETT Portugal (100 % contre 80 % précédemment) en mai 2006.

Dans le silence des normes IFRS, il a été décidé conformément à la réglementation française sur les comptes consolidés de constater un impact sur les écarts d'acquisition de 196 K€.

## Note 3. – Renseignements concernant les sociétés consolidées.

Les renseignements concernant les sociétés consolidées sont communiqués dans le tableau ci-dessous, étant précisé que le GIE ISGSY, entièrement contrôlé par les sociétés du Groupe, accueille les services administratifs d'intérêt général.

Sociétés consolidées	Siège social	N° SIREN (1)	% De contrôle revenant a synergie		% D'intérêt revenant a Synergie		Méthode de consolidation (2)	
			2006	2005	2006	2005	2006	2005
Société Mère								
Synergie SA	Paris (75)	329 925 010						
Filiales synergie								
Aile médicale	Paris (75)	303 411 458	99,86	99,86	idem	idem	GLOB	GLOB
Gardiennage Radio Protection	Montrouge (92)	542 103 437		99,81		idem		GLOB
MIR	Paris (75)	702 040 437	99,85	99,85	idem	idem	GLOB	GLOB
Permanence Européenne	Paris (75)	632 003 034	99,33	99,40	idem	idem	GLOB	GLOB
Synergie Consultants	Paris (75)	335 276 390	99,80	99,80	idem	idem	GLOB	GLOB
Synergie Formation	Paris (75)	309 044 543	100,00	100,00	idem	idem	GLOB	GLOB
SEPE Interim	Paris (75)		99,93	99,93	idem	idem	GLOB	GLOB
Intersearch France	Paris (75)	343 592 051	99,76	99,76	idem	idem	GLOB	GLOB
Scribe 30	Paris (75)	314 613 993	100,00	100,00	idem	idem	GLOB	GLOB
Informatique Conseil Gestion	Paris (75)	317 193 571	100,00	100,00	idem	idem	GLOB	GLOB
Synergie T.T	Barcelone (Espagne)		100,00	100,00	idem	idem	GLOB	GLOB
Synergie Prague	Prague (Rep. Tchèque)		92,50	92,50	idem	idem	GLOB	GLOB
Synergie Belgium	Anvers (Belgique)		100,00	100,00	idem	idem	GLOB	GLOB
Gestion Hunt	Montreal (Canada)		100,00	100,00	idem	idem	GLOB	GLOB
Synergie Holding	Turin (Italie)		75,00	75,00	idem	idem	GLOB	GLOB
Synergie Temporary Help	Prague (Rép. Tchèque)		98,00	98,00	idem	idem	GLOB	GLOB
Synergie E.T.T	Porto (Portugal)		100,00	80,00	idem	idem	GLOB	GLOB
Elitt	Esch/Alzette (Luxembourg)		100,00	100,00	idem	idem	GLOB	GLOB
Meetneed	Newport (Grande-Bretagne)		69,93	69,93	idem	idem	GLOB	GLOB
Filiale commune								
I. S.G.S.Y.	Paris (75)	382 988 076	100,00	100,00	idem	idem	GLOB	GLOB
Filiale Synergie Prague								
Synergie Slovakia	Bratislava (Rép. Slovaque)		100,00	100,00	Idem	92,50	GLOB	GLOB
Filiale Synergie Italia Holding								
Synergie Italia	Turin (Italie)		89,00	89,00	69,00	69,00	GLOB	GLOB
Filiale Synergie TT Espagne								
Skill Search	Barcelone (Espagne)		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
Filiale Synergie ETT Portugal								
Synergie Outsourcing	Porto (Portugal)		100,00	100,00	100,00	80,00	GLOB	GLOB
Filiales Meetneed								
Acorn Recruitment	Newport (Grande-Bretagne)		100,00	100,00	69,93	69,93	GLOB	GLOB
Acorn Learning Solutions	Newport (Grande-Bretagne)		70,00	70,00	48,95	48,95	GLOB	GLOB
Contact US	Newport (Grande-Bretagne)		100,00	100,00	69,93	69,93	GLOB	GLOB

(1) N° SIREN : numéro d'identification au répertoire national des entreprises.

(2) Méthode de consolidation : intégration globale soit GLOB en abrégé.

#### Note 4. – Sociétés non consolidées.

Certaines sociétés ne sont pas consolidées, soit parce qu'elles n'ont pas un caractère significatif (chiffre d'affaires et résultat) soit parce qu'elles n'ont plus d'activité (voir note n° 8.2).

Société	Siège social	N° SIREN	% Détenu	Résultat exercice 2006	Valeur Nette comptable des titres
Synargos (1)	Saint-Nazaire (44)	393 450 556	10,00	NC	0
CIMM (1)	Puteaux (92)	316 500 420	99,76	NC	0
SNC Plateforme Lafitte (2)	Paris (75)	491 104 880	44,27	NC	132
Total					132

(1) sociétés inactives et en liquidation.

(2) société créée courant 2006.

#### Notes annexes aux comptes de bilan.

##### Note 5. – Ecart d'acquisition.

Les variations des écarts d'acquisitions figurant au bilan sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Augmentations	Diminutions	Réaffectation	31/12/2006
Ecart d'acquisition sur titres	23 923	2 894	134	-1 150	25 533
Fonds de commerce	4 337	988	53		5 272
Dépréciation	-908	-128	-43		-993
Survaleurs nettes	27 352	3 754	144	-1 150	29 812

L'augmentation des écarts d'acquisition et fonds de commerce concerne notamment le complément des titres de Synergie ETT Portugal, ainsi que des fonds de commerce au Royaume Uni et au Canada.

Elle tient compte également de l'incidence des engagements de rachats de minoritaires tel qu'indiqué dans la note 19.

##### Note 6. – Autres immobilisations incorporelles.

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Réaffectation	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Logiciels et licences	4 571		366	572	4 365
Clientèle		1 000			1 000
Marques	1 670	1 350			3 020
Droits aux baux	595		89		684
Total	6 836	2 350	455	572	9 069

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Réaffectation	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Logiciels et licences	2 382		785	475	2 692
Clientèle					
Marques					
Droit aux baux	12				12
Total	2 394		785	475	2 704

Les valeurs nettes s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Logiciels et licences	1 873	2 189
Clientèle	1 000	
Marques	3 020	1 670
Droits aux baux	672	583

Total	6 565	4 442
-------	-------	-------

Le poste marques est représentatif des marques représentées par le Groupe (Synergie, Hunt Personnel, Intersearch et Acorn).  
 Les logiciels comprennent l'écart d'évaluation dégagé lors de l'acquisition de la société I C G, soit une valeur brute de 897 K€. Les marques ont une durée d'utilité indéfinie. Elles ne sont pas amorties mais font l'objet d'un test de dépréciation.  
 Les réaffectations opérées concernent l'identification des éléments incorporels évalués pendant le délai d'affectation, acquis lors de l'entrée du groupe Meetneed dans le périmètre de consolidation.

#### Note 7. – Immobilisations corporelles.

7.1. Analyse du poste par catégorie. — Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Entrées de périmètre	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Terrains constructions, installations techniques	816		585	107	1 294
Agencements, mobilier, matériels de bureau et informatique	22 347		2 618	2 010	22 955
Total	23 163		3 203	2 117	24 249
Dont immobilisations en location financement	2 418		996	523	2 891

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Entrées de périmètre	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Terrains constructions, installations techniques	547		19	82	484
Agencements, mobilier, matériels de bureau et informatique	14 878		2 304	1 293	15 889
Total	15 425		2 323	1 375	16 373

Les valeurs nettes s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Terrains constructions, installations techniques	810	269
Agencements, mobilier, matériels de bureau et informatique	7 066	7 469
Total	7 876	7 738

7.2. Contrats de location financement. — Le traitement des immobilisations détenus en vertu d'un contrat de location financement concerne principalement le matériel informatique, les véhicules de tourisme et le matériel de bureau.

La valeur brute de ce type d'immobilisations s'élève à la clôture de l'exercice à 2.891 K€ et la valeur nette à 1.469 K€.

Les immobilisations détenues en location financement ont fait l'objet d'une dotation aux amortissements pour 770 K€. Les charges financières sur ces contrats sont de 78 K€.

7.3. Ventilation des immobilisations corporelles nettes par zone monétaire :

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Zone euro	6 435	5 990
Hors zone euro	1 441	1 748
Total	7 876	7 738

#### Note 8. – Actifs financiers non courants.

8.1. Détail des comptes de bilan

(En milliers d'euros)	Montants bruts	Provisions	Montants nets 2006	Montants nets 2005
Autres titres de participation	212	80	132	
Autres titres immobilisés	690	14	676	621
Prêts	279		279	233
Autres	2 209	832	1 377	1 831
Totaux	3 389	925	2 464	2 685

8.2. Commentaires sur les titres de participation. — Les immobilisations financières comprennent des titres de participation dans des sociétés qui n'ont pas été consolidées pour les raisons mentionnées en note n° 4. Aucune de ces sociétés n'a un caractère significatif à l'échelle des comptes consolidés et le Groupe n'a souscrit aucun engagement particulier au profit de ces entités qui pourrait l'engager au-delà de la valeur des titres détenus.

8.3. Variation des immobilisations financières :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Entrées de périmètre	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Autres titres de participation	80		132		212
Autres titres immobilisés	634		62	6	690
Prêts et autres	1 387		123	98	1 412
Total	2 101		317	104	2 322

Les autres titres immobilisés correspondent à des participations inférieures à 20% et comprennent notamment les parts détenues dans la Socamett (262 K€)

Note 9. – Impôts différés.

Les impôts différés s'élèvent à 2.052 K€.

Les informations détaillées sur ce poste sont communiquées note 24.3.

Note 10. – Créances clients.

Les créances clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Clients	310 173	282 299
Factures à établir	5 924	4 525
Dépréciation	-14 713	-13 864
Total	301 384	272 960

Les méthodes utilisées pour l'évaluation des créances clients sont décrites en note 1.2.8.

Note 11. — Etat des échéances des actifs courants à la clôture de l'exercice.

(En milliers d'euros)	Montants bruts		A un an au plus		A plus d'un an	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Actif courant						
Clients douteux ou litigieux	5 228	3 699			5 228	3 699
Autres créances clients	296 156	269 261	296 156	269 261		
Sous-total 1	301 384	272 960	296 153	269 261	5 228	3 699
Personnel et comptes rattachés	265	86	265	85		1
S.Soc.et autres organ.sociaux	6 861	6 452	6 861	6 452		
Impôt sur les bénéfices	1 163	455	1 163	455		
Autres impôts, taxes	2 990	1 191	2 990	1 191		
Débiteurs divers	2 123	1 771	2 123	1 771		

Charges constatées d'avance	1 660	1 676	1 660	1 676		
Sous-total 2	15 062	11 631	15 062	11 630		1
Totaux	316 446	284 591	311 218	280 891	5 228	3 700

## Note 12. – Actifs financiers courants et trésorerie.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Actifs financiers courants :		
Trésorerie et équivalents :		
Valeurs mobilières de placement		2 000
Disponibilités	7 934	6 544
Total	7 934	8 544

## Note 13. – Actifs non courants disponibles à la vente.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Actifs de G R P (1)		2 400
Immeuble siège social ACORN (2)	3 633	3 575
Total	3 633	5 975

(1) GRP a été cédée en janvier 2006.

(2) Le contrat de vente de Meetneed intègre une option de vente de l'immeuble du siège social ; la variation est liée uniquement aux effets de la variation de la livre sterling.

## Note 14. – Capital social.

Le capital est composé de 10.172.300 actions au nominal de 5 euro, soit un capital de 50.861.500 euro.

Les actions bénéficient d'un droit de vote double lorsqu'elles sont maintenues au nominatif pendant deux ans au moins.

Au 31 décembre 2006, Synergie ne détient pas d'actions propres hormis celles acquises dans le cadre du contrat de liquidité (8.709 actions soit 0.08% du capital social)

L'animation du titre est confiée à un prestataire de services, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association des Entreprises d'Investissement « AFEI », reconnue par l'AMF.

## Note 15. – Provisions.

## 15.1. Détail des provisions :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Augmentation	Diminution	31/12/2006
Provisions pour litiges	4 789	159	1 585	3 363
Autres provisions risques	1 329	(*) 524	998	855
Total provisions risques	6 118	683	2 583	4 218
Indemnités départ retraite	169	21	8	182
Autres provisions charges	7		7	
Total provisions charges	176	21	15	182
Total	6 294	704	2 598	4 400

(\*) dont 328 K€ concernant un litige sur une filiale britannique, cette provision a minoré le coût d'acquisition de la filiale concernée et en conséquence été imputé sur l'écart d'acquisition dans le délai d'affectation.

Synergie et ses principales filiales françaises ont fait l'objet d'un contrôle de la part de l'URSSAF.

Des cotisations portant sur les années 1995 à 1999 ont été rappelées. Elles ont été contestées dans leur quasi totalité.

Un montant de 1.468 K€ prélevé sur la provision initiale a été payé. La décision de justice l'ayant rendu exigible fait l'objet d'un pourvoi en cassation.

La filiale italienne de travail temporaire a fait l'objet d'une action en justice de la part d'un concurrent.

Aucun élément nouveau n'est intervenu sur le fond de l'affaire et sur la recommandation de l'avocat de la société, il n'a pas été constitué de provision au motif que le risque de sortie de ressources n'était pas probable.

## 15.2. Information sur les engagements de retraite.

(En milliers d'euros)	2006	2005
-----------------------	------	------

Droits couverts par les actifs financiers	418	422
Valeur actualisée des droits	-601	-591
Engagement net comptabilisé	-183	-169

Les indemnités de retraite versées en 2006 se sont élevées à 42 K€ contre 20 K€ en 2005.

#### Note 16. – Emprunts et dettes financières.

16.1. Détail des comptes au 31/12/2006 :

(En millions d'euros)	31/12/2006			31/12/2005		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 287	6 914	10 201	3 461	10 484	13 945
Emprunts de location financement	676	801	1 477	785	739	1 524
Emprunts et dettes financières divers	2 790	9 352	12 142	2 361	9 392	11 753
Concours bancaires	8 375		8 375	9 778		9 778
Intérêts courus	91		91	675		675
Dettes financières brute au bilan	15 219	17 067	32 286	17 060	20 615	37 675
Trésorerie et équivalents de trésorerie			-7 917			-8 564
Dettes financières nette			24 369			29 111

*N.B : la part à plus de 5 ans des emprunts et dettes financières est négligeable.*

La part non courante correspond à la partie des dettes financières à plus d'un an.

A la clôture de l'exercice 2006, le solde des emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe, s'élève à 1.345 K€.

Le montant des effets escomptés non échus est mentionné note 30.2.

16.2. Ventilation par zone monétaire. — La dette financière brute se ventile comme suit par zone monétaire :

Zone monétaire	2006	2005
Euro	28 008	29 597
Livre sterling	4 264	8 059
Dollar canadien	3	8
Couronnes tchèque et slovaque	11	11
Dettes financières brute	32 286	37 675

Les emprunts auprès des établissements de crédit ont été souscrits dans la zone euro à l'exception d'un emprunt souscrit et inscrit à hauteur de 2.554K€ dans les passifs relatifs aux actifs non courants destinés à la vente (note 20).

#### Note 17. – Impôts différés.

Les impôts différés passif s'élèvent à 1.570 K€ contre 649 K€ en 2005.

La variation s'explique pour l'essentiel par la réaffectation de certains éléments préalablement inclus dans l'écart d'acquisition de Meetneed.

Les informations détaillées sur les impôts différés sont communiquées note 24.

#### Note 18. – Dettes fournisseurs et comptes rattachés.

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Fournisseurs	4 526	3 245
Factures à recevoir	2 785	4 053
Total	7 321	7 298

#### Note 19. – Etat des échéances des autres passifs courants.

(En milliers d'euros)	Montants bruts		A un an au plus		A plus d'1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Fournisseurs	7 311	7 298	7 311	7 298				
Personnel	51 033	40 522	46 983	36 679			4 050	3 843
Organismes sociaux	57 440	54 082	57 440	54 082				
Impôt sur les bénéfices	3 032	1 724	3 032	1 724				
Autres impôts et taxes	75 603	70 704	75 603	70 704				
Sous- total 1	187 108	167 032	183 058	163 189			4 050	3 843
Dettes sur immobilisations	3 608	468	256	468	3 352			
Autres dettes	3 926	3 439	3 926	3 439				
Produits constatés d'avance	3	31	3	31				
Sous-total 2	7 537	3 938	4 185	3 938	3 352			
Totaux	201 956	178 268	194 554	174 425	3 352		4 050	3 843

Un engagement de rachat des minoritaires a été constaté pour 3.352 K€, avec comme contrepartie le poste intérêts minoritaires, la différence augmentant les écarts d'acquisition.

Note 20. – Passifs relatifs aux actifs non courants disponibles à la vente.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Passifs de G R P		1 974
Emprunt finançant l'Immeuble d'acorn (1)	2 554	2 503
Total	2 554	4 477

*(1) la variation est liée uniquement à celle du cours de la livre sterling.*

Notes annexes au compte de résultat.

Note 21. – Chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires est essentiellement constitué de la facturation des heures effectuées chez les clients par les intérimaires.

Note 22. – Charges opérationnelles

22.1. Charges de personnel. — Les charges de personnel sont constituées des éléments suivants :

(En milliers d'euros)	2006	2005
Salaires et traitements	730 671	624 318
Charges sociales	(*) 222 168	205 103
Participation des salariés	4 050	3 843
Transferts de charges et reprises de provisions	-5 497	-6 280
Totaux	951 392	826 984

*(\*) ce montant intègre les rappels de cotisations URSSAF au titre des années 2003 et 2004.*

22.2. Autres informations sur les charges opérationnelles. — Les reprises de provision sont venues en diminution des charges par nature. Les transferts de charges ont été affectés aux postes du compte de résultat par nature de charge. Les autres charges concernent principalement le montant des créances irrécouvrables de l'exercice diminué des reprises sur dépréciation concernées.

Note 23. – Résultat financier.

Le résultat financier s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	2006	2005
Produits sur valeurs mobilières	484	372
Ecart de conversion	-266	303

Intérêts location financement	-78	-97
Agios bancaires et divers	-928	-400
Intérêts sur emprunts	-541	-197
Intérêts participation des salariés	-615	-600
<b>Totaux</b>	<b>-1 944</b>	<b>-619</b>

Note 24. – Impôt sur les bénéfices.

24.1. Charge d'impôt. — La charge d'impôt inscrite au compte de résultat, soit 12.247 K€ se ventile comme suit :

— Impôt sur les bénéfices : 12.382 ;

— Impôts différés : -135.

24.2. Taux effectif d'impôt :

	2006
L'écart entre le montant de l'impôt sur le bénéfice, calculé au taux normal d'imposition en France et le montant effectif d'impôt s'explique comme suit :	
Résultat avant impôt	34 491
Taux d'impôt en vigueur (en France)	34,43%
Impôt théorique	11 875
Différences de taux d'imposition à l'étranger	102
Déficits fiscaux non activés	-125
Impact de l'Irap (Italie)	318
Effet des retraitements consolidés	-93
Effet des différences permanentes (*)	170
<b>Total</b>	<b>12 247</b>

(\*) Les différences permanentes correspondent aux charges non déductibles et aux produits non imposables.

24.3 Nature des impôts différés :

	2006	2005	Variation
Actif fiscal différé créé au titre de déficits fiscaux reportables et amortissements réputés différés à imputer	194	68	126
Décalages temporaires	1 858	1 861	-3
<b>Total actif fiscal latent</b>	<b>2 052</b>	<b>1 929</b>	<b>123</b>
Passif fiscal latent	1 570	648	(*) 922
<b>Totaux</b>	<b>482</b>	<b>1 281</b>	<b>-799</b>

(\*) dont 705 K€ imputé sur les écarts d'acquisition et sans incidence sur le compte de résultat.

Dans un souci de prudence, certains déficits fiscaux reportables au taux de droit commun n'ont pas été retenus. L'économie d'impôt correspondante se serait élevée à 354 K€.

Par ailleurs, compte tenu de leurs difficultés probables d'imputation, les déficits reportables liés aux moins-values à long terme, soit 41 K€, n'ont pas été pris en compte.

Note 25. – Résultat par action.

Le résultat par action est déterminé en rapportant le résultat net consolidé annuel, part du Groupe, au nombre d'actions correspondant.

Il n'y a aucun instrument dilutif pouvant modifier le résultat net et le nombre d'actions retenues à l'exception du programme de rachat d'actions propres, dont l'incidence n'était pas significative en 2005 et 2006.

	2006	2005
Résultat net	21 576	19 337
Nombre d'actions	10 172 300	10 172 300
Nombre d'actions autodétenues	8 709	48 217
<b>Nombre d'actions avant dilution</b>	<b>10 163 591</b>	<b>10 124 083</b>

Résultat par action (en euro)	2,12	1,90
Résultat dilué par action (en euro)	2,12	1,91

## Note 26. – Informations sectorielles.

## 26.1. Informations par zone géographique.

## 26.1.1. Eléments de bilan 2006 :

(En milliers d'euros)	France	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud	Canada	Total
Année 2006 :					
Ecart d'acquisition	5 926	19 853	1 637	2 396	29 812
Autres imm. Incorporées	6 006	104	250	5	6 365
Immobilisations corporelles	4 588	2 578	609	101	7 876
Immobilisations financières	3 369	217	1 128	2	3 716
Autres Actifs non courants	1 904	0	148	0	2 052
Actifs non courants	21 793	22 752	3 772	2 504	50 821
Actifs courants	274 964	44 343	41 219	2 468	362 994
Total actif	296 757	67 095	44 991	4 972	413 815
Actifs disponibles à la vente	756	2 877			3 633
Retraitements intragroupes	-33 736	-5 833	-1 296		-40 865
Total	263 777	64 139	43 695	4 972	376 583
Investissements	2 837	1 382	514	354	5 087

(En milliers d'euros)	France	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud	Canada	Total
Année 2006:					
Capitaux propres					132 451
Intérêts minoritaires					1 365
Passifs non courants	20 761	2 206	1 320	0	24 287
Passifs courants	184 492	31 187	36 900	4 212	256 791
Total passif	205 253	33 393	38 220	4 212	414 894
Passif disponible à la vente		2 554			2 554
Retraitements intragroupes	-13 984	-7 105	-16 833	-2 943	-40 865
Total	191 269	28 842	21 387	1 269	373 583

La France est elle-même ventilée en 4 régions :

- Région 1 : Centre, Bourgogne, Rhône-Alpes ;
- Région 2 : Sud-ouest, Languedoc, Paca ;
- Région 3 : Bretagne, Normandie, Nord, Est ;
- Région 4 : Ile de France.

(En milliers d'euros)	Région 1	Région 2	Région 3	Région 4	Non affecté	Total
Année 2006 :						
Ecart d'acquisition	0	0	0	560	21 161	21 721
Autres imm. Incorporées	136	127	202	209	4 333	5 006
Immobilisations corporelles	565	691	759	516	2 057	4 588
Immobilisations financières	112	139	172	214	1 482	2 119

Autres Actifs non courants	0	0	0	29	1 875	3 154
Actifs non courants	813	957	1 133	1 528	32 158	36 588
Actifs courants	53 885	69 371	85 556	35 518	21 278	265 608
Actif disponible à la vente					756	756
Retraitement intragroupe					-4 630	-4 630
Total actif	54 698	70 328	86 689	37 046	48 312	298 322
Investissements	163	323	376	52	1 923	2 837

(En milliers d'euros)	Région 1	Région 2	Région 3	Région 4	Non affecté	Total
Année 2006 :						
Capitaux propres	0	0	0	0	120 198	120 198
Passifs non courants	36	55	104	188	20 377	20 760
Passifs courants	35 014	44 398	53 136	20 136	19 102	171 786
Autres passifs					-9 792	-9 792
Total passif	35 050	44 453	53 240	20 324	140 625	302 952
Retraitement intagroupe					-4 630	-4 630
Total	35 050	44 453	53 240	20 324	145 255	298 322

## 26.1.2. Eléments de bilan 2005 :

(En milliers d'euros)	France	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud	Canada	Total
Année 2005 :					
Ecart d'acquisition	7 540	16 308	1 442	2 062	27 352
Autres imm. Incorporables	4 028	149	263	2	4 442
Immobilisations corporelles	4 257	2 766	605	110	7 738
Immobilisations financières	1 622	237	86	36	1 980
Autres Actifs non courants	2 465	0	169	0	2 634
Actifs non courants	19 212	19 460	2 564	2 210	44 146
Actifs courants	224 762	33 059	32 951	2 364	293 135
Total actif	244 674	52 519	35 515	4 574	337 281
Actifs disponibles à la vente	2 400	3 575			5 975
Total	247 074	56 094	35 515	4 574	343 256
Investissements	1 464	10 616	889	271	13 240

(En milliers d'euros)	France	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud	Canada	Total
Année 2005					
Capitaux propres					114 617
Intérêts minoritaires					1 278
Passifs non courants	25 983	1 559	17	0	27 558
Passifs courants	153 378	25 239	15 616	1 095	195 327
Total passif	179 361	26 798	15 632	1 095	222 885
Passif disponible à la vente	1 973	2 502			4 475
Total	181 334	29 300	15 632	1 095	343 256

Soit pour la France :

(En milliers d'euros)	Région 1	Région 2	Région 3	Région 4	Non affecté	Total
Année 2005						
Ecart d'acquisition	0	0	0	438	7 102	7 540
Autres imm. Incorporables	138	92	159	645	2 994	4 028
Immobilisations corporelles	617	671	755	569	1 646	4 258
Immobilisations financières	105	122	159	207	1 030	1 622
Autres Actifs non courants	0	0	0	245	2 220	2 465
Actifs non courants	860	885	1 073	2 104	14 991	19 913
Actifs courants	52 330	65 600	81 299	29 757	-4 223	224 762
Total actif	53 190	66 485	82 372	31 861	10 768	244 674
Investissements	195	113	139	37	980	1 464

En milliers d'euro	Région 1	Région 2	Région 3	Région 4	Non affecté	Total
Année 2005 :						
Capitaux propres					65 313	65 313
Passifs non courants	256	296	375	256	24 801	25 983
Passifs courants	31 484	39 977	48 321	17 431	16 164	153 378
Total passif						244 674

## 26.1.3. Eléments de compte de résultat 2006 :

(En milliers d'euros)	France	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud	Canada	Total
Année 2006 :					
Chiffre d'affaires	773 413	152 922	123 740	15 039	1 065 120
Résultat opérationnel	24 766	7 378	3 791	504	36 439
Résultat financier	-243	-677	-895	-141	-1 944
Résultat avant impôt	24 523	6 701	2 896	363	34 491
Contribution au résultat net	15 939	4 501	1 592	212	22 244
Amortissements	2 221	1 328	294	26	3 869
Dépréciations	2 730	298	707	31	3 766

Soit pour la France :

(En milliers d'euros)	Région 1	Région 2	Région 3	Région 4	Non affecté	Total
Année 2006 :						
Chiffre d'affaires	176 171	227 288	270 438	96 476	3 040	773 413
Résultat opérationnel	9 677	13 938	15 523	4 538	-18 910	24 766
Résultat financier	13	7	25	73	-361	-243
Résultat avant impôt	9 690	13 945	15 548	4 611	-19 271	24 523
Contribution au résultat net	9 704	14 020	15 678	4 608	-28 071	15 939
Amortissements	178	217	245	259	1 322	2 221
Dépréciations	14	84	68	23	2 641	2 730

## 26.1.4. Eléments de compte de résultat 2005 :

(En milliers d'euros)	France	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud	Canada	Total
Année 2005:					
Chiffre d'affaires	723 499	89 315	100 052	13 518	926 384
Résultat opérationnel	22 717	5 837	2 542	314	31 410
Résultat financier	259	11	-779	-110	-619
Résultat avant impôt	22 977	5 848	1 763	203	30 791
Contribution au résultat net	14 745	3 521	1 087	116	19 469
Amortissements	2 755	781	310	64	3 910
Dépréciations	3 605	258	366	91	4 320

Soit pour la France :

(En milliers d'euros)	Région 1	Région 2	Région 3	Région 4	Non affecté	Total
Année 2005 :						
Chiffre d'affaires	164 574	213 110	255 794	86 139	3 883	723 499
Résultat opérationnel	8 813	13 556	14 505	3 576	-17 733	22 717
Résultat financier	19	46	23	90	82	259
Résultat avant impôt	8 832	13 602	14 528	3 666	-17 651	22 977
Contribution au résultat net	8 771	13 517	14 440	3 572	-25 555	14 745
Amortissements	186	250	237	569	1 514	2 755
Dépréciations	374	467	577	185	2 003	3 605

26.2. Informations par activité. — Le chiffre d'affaires est constitué exclusivement des facturations liées aux prestations de gestion des ressources humaines à compter de 2006, faisant suite à la cession de la filiale G R P (sécurité)

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2006 inclut 7.806 K€ de facturations hors travail temporaire (placement de salariés permanents, outsourcing, formation ...), soit 0,7 % du chiffre d'affaires consolidé.

Ces activités en cours de développement dans le Groupe restent cependant en l'état non significatives et ne constituent pas un secteur d'activité distinct.

Autres informations.

Note 27. – Effectifs du Groupe.

27.1. Effectifs en 2006 :

Salariés permanents	1 796
Cadres	327
Employés	1 469
Total	1 796
Salariés intérimaires détachés en mission par le groupe	33 402
Total général	35 198

27.2. Comparatif

Cadres		Employés		Ouvriers		Total	
2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
444	424	9 002	8 114	25 752	22 742	35 198	31 280

Note 28. – Informations relatives aux parties liées.

Informations concernant les membres des organes de Direction et d'Administration. — Sont présentées ci-après les informations relatives aux membres des organes d'Administration et de Direction de la société consolidante à raison de leurs fonctions dans les entreprises consolidées.

28.1. Rémunération globale. — La rémunération globale des membres des organes d'Administration et de Direction du Groupe en 2006 s'élève à 626 K€.

28.2. Engagements de retraite. — Il n'existe aucun engagement de cette nature au bénéfice des organes d'Administration et de Direction, hormis les indemnités prévues à la convention collective concernant les salariés Administrateurs, soit 14 K€ et faisant l'objet d'une provision décrite à la note 1.2.12.

28.3. Avances et crédits accordés. — Il n'existe à la clôture 2006 aucune avance ou crédit accordé à des membres des organes d'Administration et de Direction.

#### Autre informations.

SCI Genêts 10 : les loyers s'élèvent à 305K€, le dépôt de garantie à 67 K€, le solde à la clôture est nul et les dates d'échéance des baux sont respectivement le 1er octobre 2009 (locaux) et 31 août 2015 (parkings).

#### Note 29. — Intégration fiscale.

Périmètre d'intégration fiscale du groupe synergie en 2006 :

- Synergie ;
- Synergie Consultants ;
- Synergie Formation ;
- Aile Médicale ;
- Permanence Européenne.

Le régime d'intégration fiscale n'a eu aucun impact significatif sur les comptes de l'exercice.

#### Note 30. — Engagements et passifs éventuels.

30.1. Engagements reçus et actifs éventuels. — Les banques ont garanti Synergie et certaines de ses filiales de travail temporaire vis-à-vis de ses clients pour 57 776 K€ en France et 5 504K€ pour les filiales étrangères au 31 décembre 2006.

30.2. Engagements donnés et passifs éventuels. — Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées comme le sont les autres avantages accordés au personnel.

— Effets escomptés non échus :

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Effets escomptés non échus	12 134	3 900
Total	12 134	3 900

— Etat des actifs affectés en garantie. — Les sûretés garantissant des emprunts souscrits par le Groupe auprès des établissements de crédit sont négligeables.

— Engagements sur locations simples. — Détail des engagements minimaux de loyers simples (pour la période non résiliable) sur la base de la trésorerie décaissée.

L'échéancier détaillant les engagements minimums de loyers et converti sur la base des taux de change à la clôture, non actualisés et indexés aux derniers taux connus, à partir de janvier 2007 est le suivant :

(En milliers d'euros)	< 1an	Entre 1 an et 5 ans	> 5 ans	Total
Engagement sur locations simples France	3 615	4 486		8 101
Engagement sur locations simples Filiales étrangères	1 890	5 018	818	7 726
Total	5 505	9 504	818	15 827

— Droit individuel à la formation (DIF). — Les engagements au titre du DIF ont été estimés à 1 765 K€ au 31 décembre 2006.

A la clôture des exercices présentés, il n'avait été contracté aucun autre engagement significatif et il n'existait aucun passif éventuel (hormis ceux provisionnés ou mentionnés en note 15) susceptibles d'affecter de façon significative l'appréciation des états financiers. Aucun événement autre que ceux mentionnés précédemment n'est susceptible de venir modifier l'assertion précédente.

#### Evènements postérieurs au 31 décembre 2006.

Note 31. — Aucun événement susceptible de remettre en cause les comptes 2006 n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

### VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés .

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Synergie relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les écarts d'acquisitions et des actifs à durée de vie indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation dès qu'il apparaît que ces actifs ont pu perdre de la valeur et au minimum une fois par an. Les modalités sont décrites dans les notes 1.2.4 et 1.2.7 de l'annexe aux états financiers.

Nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées. Nous avons vérifié que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Les risques issus des litiges opposant le groupe Synergie aux tiers ont fait l'objet d'une évaluation. La nature et les modalités d'évaluation des risques sont décrites dans la note 15.1 de l'annexe.

Nous avons pris connaissance des différents éléments d'estimation que nous a communiqués Synergie à l'appui du niveau de provision constituée. Nous avons vérifié que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Comme indiqué dans la note 1.2.3 de l'annexe aux états financiers, les estimations mentionnées aux paragraphes précédents reposent sur des prévisions dont la réalisation définitive pourrait, en raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, différer de celle anticipée dans la détermination de ces estimations.

La note 1.2.8 de cette annexe précise que le Groupe a mis en place des méthodes de reconnaissance des produits de nature à assurer, entre autres, le respect du principe d'indépendance des exercices. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces méthodes et sur l'évaluation qui en résulte.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations mentionnées ci-dessus et des principes comptables suivis par votre Groupe, nous nous sommes assurés du caractère approprié des méthodes comptables appliquées et décrites dans la note annexe aux états financiers ainsi que du caractère raisonnable des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique. — Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris le 25 avril 2007,

*Les Commissaires aux Comptes, membres de la Compagnie Régionale de Paris :*

Figestor : JM Audit et Conseils :  
Jean-François COLOMES ; Gérard PICAULT.

## B. — Comptes sociaux.

### I. — Bilan avant affectation .

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	2006			2005
		Brut	Deprec.	Net	Net
Actif immobilisé :					
Immobilisations incorporelles					
Concessions, brevets, licences, marques		2 224	1 101	1 123	1 143
Fonds commercial		3 100	195	2 905	2 868
Total immobilisations incorporelles	4	5 324	1 296	4 028	4 011
Immobilisations corporelles					
Constructions		1 086	284	802	253
Inst, Matériel et Outillage					
Autres immobilisations corporelles		10 266	7 735	2 531	2 748
Immobilisations en cours		152		152	158
Total immobilisations corporelles	3	11 504	8 019	3 485	3 159
Immobilisations financières					
Participations	5	31 759	977	30 782	31 235
Autres titres immobilisés		437	7	430	362

Prêts		133		133	133
Autres immobilisations financières		1 002		1 002	1 436
Total immobilisations financières	5	33 331	984	32 347	33 166
Total actif immobilisé	8	50 159	10 299	39 860	40 336
Actif circulant :					
Avances, acomptes versés / commandes		457		457	413
Créances clients et comptes rattachés	6/9	223 451	9 975	213 476	198 505
Autres créances	9/10	36 491	1 071	35 420	28 464
Valeurs mobilières de placements					
Disponibilités		1 697		1 697	1 051
Total actif circulant		262 096	11 046	251 050	228 433
Comptes de régularisation					
Charges constatées d'avance		699		699	652
Ecart de conversion actif	17	10		10	
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Total actif		312 964	21 345	291 619	269 421

Passif	Notes	2006	2005
Capitaux propres :			
Capital	11	50 862	50 862
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Réserve légale		2 964	2 243
Réserves réglementées	11	755	680
Autres réserves		24 675	16 023
Report à nouveau		13 069	13 177
Résultat de l'exercice		17 528	14 423
Provisions réglementées		1 628	1 738
Total capitaux propres	12	111 481	99 146
Provisions pour risques et charges :			
Provisions pour risques		3 426	5 655
Provisions pour charges			
Total provisions pour risques et charges	7/13	3 426	5 655
Dettes :			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14	11 609	14 416
Emprunts et dettes financières diverses	14	17 753	15 117
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 659	5 683
Dettes fiscales et sociales		140 109	126 525
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	16	433	438
Autres dettes		2 109	2 138
Total dettes	15	176 672	164 317
Comptes de régularisation			
Produits constatés d'avance			
Ecart de conversion passif	17	40	303
Total passif		291 619	269 421

## II. — Compte de résultat .

(En milliers d'euros.)

	Notes	2006	2005
Produits d'exploitation :			
Production de services		718 534	670 538
Production immobilisée		0	73
Subventions d'exploitation		4	33
Reprise amortissement, transfert de charge		9 096	9 228
Autres produits		369	300
I. Total produits d'exploitation	18/19	728 003	680 172
Charges d'exploitation :			
Autres achats et charges externes		23 176	22 857
Impôts, taxes et versements assimilés		30 970	27 292
Salaires et traitements	20	489 346	454 030
Charges sociales		152 793	144 666
Dotations aux amortissements sur immobilisations		1 226	1 374
Dotations aux provisions sur actifs circulants		2 434	1 902
Dotations aux provisions pour risques et charges			
Autres charges		2 427	3 568
II. Total charges d'exploitation		702 372	655 689
III. Résultat d'exploitation		25 631	24 483
Produits financiers :			
De participations		2 274	1 646
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
D'autres intérêts et produits assimilés		105	97
Reprises sur provisions et transferts de charges		45	
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		484	372
IV. Total produits financiers		2 908	2 115
Charges financières :			
Dotation aux amortissements et aux provisions		10	592
Intérêts et charges assimilés		1 619	1 345
V. Total charges financières		1 629	1 937
VI. Résultat financier	21	1 279	178
VII. Résultat courant avant impôts		26 910	24 661
Produits exceptionnels :			
Sur opérations de gestion		242	1
Sur opérations en capital		2 738	449
Reprises sur provisions et transferts de charges		8 395	2 317
VIII - Total des produits exceptionnels		11 375	2 767
Charges exceptionnelles :			
Sur opérations de gestion		6 908	12
Sur opérations en capital		1 076	405
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		1 089	1 398
IX. Total charges exceptionnelles		9 073	1 815
X. Résultat exceptionnel	22	2 302	952
XI. Impôt sur les bénéfices	23	8 027	7 681
XII. Participation des salariés		3 656	3 509
Total des produits		742 286	685 054
Total des charges		724 758	670 631

XII. Résultat net		17 528	14 423
-------------------	--	--------	--------

### III. — Tableau de flux de trésorerie .

(En milliers d'euros).

	2006	2005
Résultat net	17 528	14 423
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Plus-values de cessions	-777	152
Amortissements et provisions (nets de reprises)	1 126	1 090
Marge brute d'autofinancement	17 877	15 665
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-17 697	- 10 135
Flux net de trésorerie généré par l'activité	180	5 530
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-672	-772
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		240
Acquisitions d'immobilisations financières	-1 092	-12 952
Cessions d'immobilisations financières	1 880	
Flux net de trésorerie lie aux opérations d'investissement	116	-13 484
Dividendes versés aux actionnaires	-5 082	-4 049
Augmentation de capital en numéraire		
Emission d'emprunts		9 700
Remboursements d'emprunts	-3 184	-3 293
Flux net de trésorerie lie aux opérations de financement	-8 266	2 358
Variation de trésorerie	-7 970	-5 596
Trésorerie à l'ouverture	-4 526	1 070
Trésorerie à la clôture	-12 496	-4 526

(1) les dividendes reçus des filiales sont considérés comme des flux liés à l'activité.

### IV. — Annexe au bilan et au compte de résultat.

Faits caractéristiques de l'exercice.

Variation des titres de participations.

— Janvier 2006 : Cession de GRP (Gardiennage – Radio – Protection), précédemment détenue à 99,81%, pour 1.800K€.

— Mai 2006 : Acquisition de 44,27% du capital social de la société Plate-Forme pour un montant de 132 K€. Cette société qui regroupe différents acteurs du travail temporaire a pour but de mutualiser certains moyens informatiques liés à la signature électronique des contrats de délégation.

— Juin 2006 : Cession de 1 % du capital de Synergie Belgium pour un montant de 80 K€ au profit de la filiale Permanence Européenne. Aucune plus value n'a été réalisée sur cette opération

— Juin 2006 : Augmentation de la participation de Synergie dans sa filiale portugaise pour atteindre 100% du capital. Cette augmentation s'élève à 288 K€.

— Août 2006 : La mise en jeu de la garantie de passif concernant la filiale luxembourgeoise a conduit à recouvrer 51 K€ et diminuer d'autant le montant des titres détenus.

— Autres : Concernant l'évolution des contrôles URSSAF, les informations sont comprises dans les notes 13 et 20.

Principes, règles et méthodes comptables.

Note 1. – Application des principes généraux.

Les comptes annuels sont établis dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales établies notamment aux articles 123-12 à 123.23 du Code de Commerce, ainsi que dans le règlement 99-03 du CRC (plan comptable général).

## Note 2. – Valorisation des immobilisations.

2.1. Option prise par la société. — Les immobilisations incorporelles, corporelles et financières sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). La société a pris l'option de ne pas incorporer les frais d'acquisition dans les coûts d'acquisition des actifs incorporels, corporels et financiers.

La société a décidé de ne pas activer les coûts d'emprunts dans les actifs éligibles.

2.2. Immobilisations par composants. —

Compte tenu de la nature des immobilisations détenues par la société, aucun composant n'a été jugé suffisamment significatif pour justifier une comptabilisation séparée et un plan d'amortissement spécifique.

## Note 3. – Durée d'utilisation des immobilisations.

Nature de l'immobilisation	Durée	
	Durée comptable	Durée Fiscale
Immobilisations incorporelles		
Concessions, Brevets, Droits similaires	5 ans	1 à 3 ans
Fonds commercial		
Immobilisation corporelles		
Constructions	20 à 30 ans	20 à 30 ans
Agencements et Aménagement des Const		
Installations techniques		
Matériel et outillage	5 ans	5 ans
Installations générales	7 ans	5-7 ans
Matériel de transport	5 ans	5 ans
Matériel de bureau	5 ans	4 ans
Matériel informatique	5 ans	3 ans
Mobilier	10 ans	4 ans

Nature de l'immobilisation.	Durées en linéaire.
Immobilisations Incorporelles.	
Concessions, Brevets, Droits similaires	5 ans
Fonds Commercial	
Immobilisations corporelles :	
Constructions	20 ans
Agencements et Aménagement des Const	
Installations Techniques	
Matériel et Outillage	5 ans
Installations Générales	7 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de Bureau	5 ans
Matériel informatique	5 ans
Mobilier	10 ans

Le différentiel entre durée comptable et durée fiscale a été traité en amortissement dérogatoire et inscrit en provision réglementée.

## Note 4. – Immobilisations incorporelles.

Le poste concessions, marques et brevets est constitué par la marque Synergie et par des logiciels.

Le poste « fonds de commerce » est constitué de fonds de commerce proprement dit et de droits au bail attachés à des agences en exploitation. Les fonds de commerce ont fait l'objet de tests de dépréciation. Ils sont dépréciés lorsque leur rentabilité est jugée insuffisante.

Cela s'est traduit pour l'exercice 2006 par une sortie du fonds de commerce des agences qui composaient la société Select France soit un montant de 31 K€

## Note 5. – Immobilisations financières.

La valeur brute des titres de participation correspond à leur coût d'acquisition. Ce coût n'intègre pas les éventuels engagements donnés.

Ce dernier peut être diminué postérieurement à l'achat lorsque la mise en jeu d'une garantie détenue par Synergie SA permet de ne pas avoir à acquitter le solde du prix ou autorise le recouvrement auprès des cédants de tout ou partie du montant initialement payé.

Les titres de participation sont évalués pour chaque société à la valeur résultant de la somme des capitaux propres retraités et d'un multiple du résultat. En règle générale, le résultat pris en compte correspond à celui du dernier exercice, de l'exercice précédent et des budgets.

— Rachat d'actions propres : Au cours de l'exercice, Synergie SA a, d'une part vendu 43 211 actions au prix de 31,21 € achetées précédemment au cours moyen de 14,155 €.

D'autre part, dans le cadre d'un contrat de liquidité, Synergie a, au cours de l'exercice :

— acheté 65 522 actions propres au cours moyen de 32,88 euros.

— vendu 61 819 actions pour un prix de vente moyen de 33,06 euros.

Au 31 décembre 2006, Synergie détient, par l'intermédiaire de ce contrat 8.709 actions propres achetées à un prix moyen de 31,114 €, soit 0.085% du capital, soit 271 K€, lesdites actions sont enregistrées en immobilisations financières conformément aux prescriptions du Plan Comptable Général (Art. 442-27)

Le cours de l'action au 31 décembre était de 33,00 €.

#### Note 6. – Créances et reconnaissance des produits.

Les créances clients sont comptabilisées pour leur montant nominal.

Synergie a souscrit tant pour elle même que pour ses filiales françaises, une assurance contre les risques d'impayés.

Lorsque les événements en cours rendent incertain le recouvrement de ces créances, celles-ci sont dépréciées en fonction de la nature du risque (retard de règlement ou contestation de la créance, redressement judiciaire ou liquidation de biens) et de la part couverte par l'assurance.

Le groupe a mis au point des méthodes de reconnaissance de produits dans le cadre d'une procédure intégrée partant de la réalisation de la prestation jusqu'à la facturation des clients. Cette procédure permet d'appliquer strictement les règles de séparation des exercices.

Lorsque les créances sur des filiales ont une valeur brute remise en cause par un écart significatif existant déjà entre la valeur des titres de participation et la quote-part des capitaux propres de la filiale détenue par Synergie SA (voir note n° 5), la dépréciation pourra alors ne pas être constatée si la filiale concernée satisfait à l'une ou l'autre des conditions précédemment citées en note n°5.

#### Note 7. – Provisions.

Conformément au règlement CRC 2000-06, une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci. Le montant des provisions est arrêté après l'obtention de l'avis de ses conseils.

#### Notes annexes au bilan.

#### Note 8. – Actif immobilisé.

(En milliers d'euros) .

	Montants au 01/01/ 2006	Augment <sup>o</sup>	Diminut <sup>o</sup>	Montants au 31/12/2006
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets, licences	2 403	393	571	2 225
Droit au bail, Fonds Commercial	3 062	68	30	3 100
Total immobilisations incorporelles	5 465	461	601	5 325
Immobilisations corporelles :				
Constructions	600	585	99	1 086
Installations, matériels, et outillage				
Autres immobilisations corporelles	9 837	715	286	10 266
Immobilisations en cours	158	104	110	152
Total immobilisations corporelles	10 595	1 404	495	11 504
Immobilisations financières :				
Participations	32 212	432	885	31 759
Autres titres immobilisés	369	68		437
Prêts	133			133
Autres immobilisations financières	1 436	740	1 174	1 002
Total immobilisations financières	34 150	1 240	2 059	33 331
Totaux	50 210	3 105	3 155	50 160

Immobilisations incorporelles. — Sur les 461 K€ d'augmentation 393 K€ correspondent à l'acquisition de logiciels et 68 K€ sont liés à l'acquisition de droit au bail.

La diminution de 601 K€ correspond quant à elle à une sortie de logiciels pour 571 K€ et de la disparition du fonds de commerce des agences de l'ex société Select France.

Immobilisations corporelles. — Au cours du mois de décembre 2006, Synergie a acquis un immeuble pour un montant de 585 K€.

L'augmentation du poste « autres immobilisations corporelles » résulte essentiellement des ouvertures et des transferts d'agences ainsi que du matériel informatique.

Amortissements et dépréciations :

	Montants au 01/01/2006	Augment <sup>o</sup>	Diminut <sup>o</sup> sorties - reprises	Montants au 31/12/2006
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets, licences	1 259	317	474	1 102
Droit au bail, Fonds Commercial	195			195
Total immobilisations incorporelles	1 454	317	474	1 297
Immobilisations corporelles :				
Constructions	347	20	82	285
Installations, matériels, et outillage				
Autres immobilisations corporelles	7 090	889	244	7 735
Total immobilisations corporelles	7 437	909	326	8 020
Totaux	8 891	1 226	800	9 317
Immobilisations financières :				
Titres de participation	976			976
Autres immobilisations financières	7			7
Total immobilisations corporelles	983			983
Totaux	9 874	1 226	800	10 300

Note 9. – Créances.

(En milliers d'euros.)

	Montants bruts	Provis. & amortis.	Montants nets 2006	Montants nets 2006
Clients et comptes rattachés	223 451	9 975	213 476	198 505
Autres créances	36 491	1 071	35 420	28 464
Totaux	259 942	11 046	248 896	226 969

Des créances sur les organismes de formation figurent pour un montant de 6.352 K€ dans le poste autres créances.

Note 10. – Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice.

(En milliers d'euros.)

	Montants bruts		A un an au plus		A plus d'un an	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Actif immobilisé :						
Créances rattachées à des participations	1 259	1 250			1 259	1 250
Prêts	133	133			133	133
Autres immobilisations financières	1 002	1 436			1 002	1 436
Sous-total 1	2 394	2 819			2 394	2 819
Actif circulant :						
Clients douteux ou litigieux	13 995	13 861			13 995	13 861
Autres créances clients	209 456	194 834	209 456	194 834		
Personnel	82	31	76	25	6	6
Organismes sociaux	6 406	5 263	6 381	5 263	25	
Impôts sur les Bénéfices						
Taxe sur la valeur ajoutée	828	928	828	928		

Autres impôts	11	6	11	6		
Groupe et associés	28 063	21 973	27 386	21 973	677	
Débiteurs divers	1 101	6 336	786	6 336	315	
Sous-total 2	259 942	243 232	244 924	229 365	15 018	13 867
Charges constatées d'avance	699	652	699	652		
Totaux	263 035	246 703	245 623	230 017	17 412	16 686

Intégrés aux créances, les produits à recevoir de l'exercice 2006 représentent 12.798 K€ avec respectivement :

<b>(En milliers d'euros)</b>			
Clients et comptes rattachés			5 922
Dont Clients – factures à établir hors groupe		5 692	
Clients – factures à établir groupe		230	
Autres créances			6 924
Dont Fournisseurs – Avoirs à recevoir hors groupe		45	
Fournisseurs – Avoirs à recevoir groupe			
Personnel – Produits à recevoir		48	
Organismes sociaux – Produits à recevoir		54	
Organismes de formation – Produits à recevoir		6 352	
Etat – Impôts et taxes		11	
Autres créances		414	

#### Note 11. – Capitaux propres.

Le capital est composé de 10 172 300 actions au nominal de 5 euros, soit un capital de 50.861.500 Euros.  
Le poste « Réserves réglementées » de 756 K€ correspond aux réserves pour actions propres.

#### Note 12. Variation des capitaux propres.

(En milliers d'euros.)

	<b>Capital</b>	<b>Primes</b>	<b>Réserves et r.a.n</b>	<b>Résultat</b>	<b>Prov. Règlement.</b>	<b>Total 2006</b>	<b>Total 2005</b>
Capitaux propres d'ouverture	50 862		32 123	14 423	1 738	99 146	87 292
Affectation du résultat de l'exercice précédent			9 341	-14 423		-5 082	-4 049
Résultat de l'exercice				17 528		17 528	14 423
Mouvements provisions réglementées					-110	-110	-524
Capitaux propres de clôture	50 862		41 464	17 528	1 628	111 482	99 146

Au cours de l'exercice 2006, il a été procédé à une distribution de dividendes à hauteur de 5.082 K€.

#### Note 13. – Provisions pour risques et charges.

(En milliers d'euros).

	<b>2006</b>	<b>2005</b>
Risques sociaux et fiscaux	3 088	4 594
Autres risques	338	1 061
Totaux	3 426	5 655

Synergie et ses principales filiales ont fait l'objet d'un contrôle de la part de l'URSSAF.  
Des cotisations portant sur les années 1995 à 1999 ont été rappelées; elles ont été contestées dans leur quasi-totalité.

Un montant de 1.468 K€ prélevé sur la provision initiale a été payé. La décision de justice l'ayant rendu exigible fait l'objet d'un pourvoi en cassation. La filiale italienne de travail temporaire a fait l'objet d'une action en justice de la part d'un concurrent. Aucun élément nouveau n'est intervenu sur le fond de cette affaire et, sur la recommandation de l'avocat de la société, il n'a pas été constitué de provision au motif que la sortie de ressources n'est pas probable.

Note 14. – Emprunts et dettes financières.

14.1. Détail du compte de bilan :

(En milliers d'euros)	2006	2005
Emprunts et dettes à long terme auprès des établissements de crédit (1)	9 540	12 724
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	2 070	1 692
Dettes financières diverses (2)	17 753	15 117
<b>Totaux</b>	<b>29 363</b>	<b>29 533</b>

(1) La variation du poste « Emprunts et dettes à long terme auprès des établissements de crédit » de (3.184 K€) s'explique par les remboursements effectués au cours de l'exercice à hauteur de 3.184 K€.

(2) La variation de ce poste s'explique par l'augmentation de la participation des salariés (396 K€) et par celle des comptes courants (2.240 K€).

14. 2. Etat des actifs affectés en garantie. — Les emprunts souscrits par Synergie SA auprès des établissements de crédit ne sont garantis par aucune sûreté.

Note 15. – Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice.

(En milliers d'euros)	Montants	Bruts	A un an	Au plus	A plus d'un an et cinq ans au plus		A plus de cinq ans	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Emprunts et dettes auprès Etablissements de crédit								
Emprunts, dettes – à 1 an maximum	2 070	1 692	2 070	1 692				
Emprunts, dettes – à plus de 1 an	9 539	12 724	2 973	2 941	6 566	9 783		
Emprunts et dettes financières divers	10 470	10 074	2 185	2 192	8 285	7 882		
Groupe et associés	7 284	5 043	7 284	5 043				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 659	5 683	4 659	5 683				
Dettes fiscales et sociales	140 108	126 525	136 452	123 016			3 656	3 509
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	433	438	433	438				
Autres dettes	2 109	2 138	2 109	2 138				
Sous-total	176 672	164 317	158 121	143 143	14 851	17 665	3 656	3 509
Produits constatés d'avance								
<b>Totaux</b>	<b>176 672</b>	<b>164 317</b>	<b>158 121</b>	<b>143 143</b>	<b>14 851</b>	<b>17 665</b>	<b>3 656</b>	<b>3 509</b>

Intégrées aux dettes, les charges à payer de l'exercice 2006 représentent 33.468 K€ avec respectivement :

(En milliers d'euros)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		72
Dont Intérêts courus sur emprunts	11	
Agios bancaires	61	
Emprunts et dettes financières		364
Dont Intérêts courus sur participation des salariés	364	
Dettes fournisseurs		3 255
Dont Fournisseurs – factures non parvenues hors groupe	2 322	
Fournisseurs – factures non parvenues groupe	933	
Dettes fiscales et sociales		29 058
Dont Personnel et comptes rattachés	8 587	

Organismes sociaux	3 470	
Etat – Impôts et taxes	17 001	
Autres dettes		783
Dont Clients – avoirs à établir hors groupe	684	
Clients – avoirs à établir groupe	99	

## Note 16. – Dettes sur immobilisations.

(En milliers d'euros)	2006	2005
Dettes sur participations		148
Dettes sur fournisseurs (immobilisations corporelles)	433	290
Totaux	433	438

## Note 17. – Ecart de conversion actif et passif.

Les écarts de conversion actif et passif correspondent aux différences de taux de change entre l'euro et la devise locale, calculées respectivement sur le solde des comptes courants des filiales Gestion Hunt (Canada) et Acorn Recruitment (Royaume-Uni). L'écart de conversion actif soit 10 K€ est intégralement provisionné.

## Notes annexes au compte de résultat.

## Note 18. – Ventilation du Chiffre d'Affaires.

(En milliers d'euros)	CA France	CA export	Total 2006	Total 2005
Totaux	716 126	2 408	718 534	670 538

## Note 19. – Autres produits, reprises sur provisions et transfert de charges.

(En milliers d'euros)	2006	2005
Production immobilisée		73
Subventions d'exploitation	4	33
Reprises sur amortissements et provisions	2 648	3 559
Transferts de charges	6 448	5 669
Redevances de marques	51	3
Autres produits de gestion courante	319	298
Totaux	9 470	9 635

Le poste « Transferts de charges » se décompose de la manière suivante :

	2006	2005
Transferts de charges sur rémunérations	5 182	4 146
Transferts de charges sur assurances	685	833
Transferts de charges sur achats non stockés	262	218
Transferts de charges sur location	128	259
Transferts de charges sur autres services	191	213
Totaux	6 448	5 669

## Note 20. – Charges de personnel.

(En milliers d'euros)	2006	2005
Salaires et charges	489 346	454 030

Charges sociales (1)	152 793	144 666
Participation des salariés	3 656	3 509
Total	645 795	602 205

(1) Ce montant intègre le rappel des cotisations URSSAF au titre des années 2003 et 2004.

## Note 21. – Résultat financier.

(En milliers d'euros)	2006	2005
Produit net des opérations financières avec filiales	1 997	1 456
Intérêts sur emprunts à long et moyen terme et auprès des établissements de crédit	-389	-166
Intérêts sur participation aux fruits de l'expansion	-540	-522
Frais financiers nets sur opérations bancaires à court terme et divers	-384	-444
Abandons de créances		-4
Revenus des valeurs mobilières de placement	484	372
Dotations et reprises de provisions sur titres	35	-592
Autres (1)	76	79
Résultat financier	1 279	179

## Note 22. – Charges et produits exceptionnels

(En milliers d'euros)	2006	2005
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	-6 908	-12
Sur opérations en capital	-1 076	-405
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-1 089	-1 398
Total des charges exceptionnelles	-9 073	-1 815
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	242	1
Sur opérations en capital	2 738	449
Reprises sur provisions et transferts de charges	8 395	2 317
Total des produits exceptionnels	11 375	2 767
Résultat exceptionnel	2 302	952

Le résultat exceptionnel net comprend notamment la plus value sur cession de la filiale sécurité.

## Note 23. – Impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'euros)	2006	2005
Sur le résultat courant	8 816	8 565
Sur le résultat exceptionnel	465	333
Sur la participation aux bénéfices	-1 208	-1 169
Résultat de l'intégration fiscale	-46	-48
Totaux	8 027	7 681

## Note 24. – Situation fiscale différée.

Il apparaît une créance latente de 1.617 K€, correspondant aux crédits d'impôts sur charges non déductibles temporairement (contribution sociale de solidarité et participation aux bénéfices).

Il existe par ailleurs une dette latente de 560 K€ liée aux provisions réglementées.

Autres informations.

Note 25. – Informations concernant les membres des organes de Direction et d'Administration.

Sont présentées ci-après diverses informations relatives aux membres des organes d'Administration et de Direction de la société Synergie SA.

25.1. Rémunération. — Le montant global des rémunérations versées aux 10 personnes les mieux rémunérées s'est établi au titre de l'exercice à 1.321. K€. La rémunération des dirigeants s'élève à 233 K€.

25.2. Engagements de retraite. — Il n'existait, à la clôture de l'exercice 2006, aucun engagement contracté par la société Synergie SA en matière de pensions et indemnités assimilées dont bénéficieraient les membres des organes de Direction et d'Administration.

25.3. Avances et crédits accordés. — Il n'existait, à la clôture de l'exercice 2006, aucune avance ou crédit accordé à des membres des organes de Direction et d'Administration.

Note 26. – Effectifs de la société à la clôture de l'exercice.

	Salariés permanents	Salariés intérimaires	2006	2005
Cadres et assimilés	208	109	317	308
Employés	834	4 583	5 417	5 210
Ouvriers		17 132	17 132	16 448
Total	1 042	21 824	22 866	21 906

Note 27. – Intégration fiscale.

Synergie SA a opté pour le régime de l'intégration fiscale avec certaines de ses filiales à compter du 1er Janvier 1991, et renouvelé cette option en 2000. Périmètre d'intégration fiscale 2006 :

— Synergie SA (société se constituant seule redevable de l'impôt vis-à-vis de l'Administration fiscale) ;

— Synergie Formation (intégration à compter de 1993) ;

— Permanence Européenne (intégration à compter de 1999) ;

— Aile Médicale (intégration à compter de 2000) ;

— Synergie Consultants (intégration à compter de 2000) ;

Dans le cadre de l'intégration fiscale, les économies d'impôt liées aux déficits sont considérées comme un gain immédiat.

Compte tenu de la situation fiscale des filiales intégrées, les profits d'intégration fiscale susceptibles d'être reversés à la clôture de l'exercice sont négligeables.

Note 28. – Engagements hors bilan.

(En milliers d'euros)	2006	2005
Engagements donnés :		
Effets escomptés non échus	12 134	3 900
Contreparties cautions travail temporaire	4 908	3 306
Garanties financements bancaires court terme	2 760	1 217
Droit individuel à la formation	1 524	
Engagements complémentaires sur acquisition de titres	4 021	3 940
Baux commerciaux loyers jusqu'à l'échéance	7 428	5 150
Total	32 775	18 352
Engagements reçus :		
Garantie BNP du 01.07.2006 au 30.06.2007	53 643	49 776
De MIR en cas de retour à meilleure fortune après abandons de créances 1990, et 1992 à 1998	5 622	5 622
Totaux	59 265	55 398

— Engagements liés aux locations financements :

	2006	2005
Immobilisations brutes	1 493	1 361
Amortissements cumulés	895	696
Dotations de l'exercice	447	420
Reprises de l'exercice	248	191

Augmentation des engagements de l'exercice	483	34
Diminution des engagements de l'exercice	704	410
Redevances restant à payer	618	839

Sur l'exercice 2006, la ventilation à moins d'un an et de 1 à 5 ans des engagements relatifs aux crédits-baux et locations-financements s'élève respectivement à 360 K€ et 258 K€.

Les indemnités de retraite vis-à-vis du personnel de la société ont été estimées à 404 K€ charges sociales comprises. Le capital constitué auprès d'une compagnie d'assurance couvre en totalité cet engagement au 31 décembre 2006.

Note 29. – Engagements et passifs éventuels.

A la clôture des exercices présentés, il n'avait été contracté aucun autre engagement significatif et il n'existait aucun passif éventuel (hormis ceux provisionnés ou mentionnés dans les notes 12 et 13) susceptibles d'affecter de façon significative l'appréciation des états financiers.

Aucun événement survenu postérieurement à la clôture de l'exercice et jusqu'à la date d'établissement des comptes n'est susceptible de venir modifier l'assertion précédente.

Note 30. – Tableau des filiales et participations de Synergie SA exercice clos le 31 décembre 2006.

Sociétés (En milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres autres que capital	Capital détenu en %	Valeur inventaire brute	Valeur inventaire nette
1. Filiales françaises :					
Permanence Européenne	231	628	99,40	1 006	1 006
Aile Médicale	72	788	99,87	1 885	1 885
Sepe Interim	160	1 087	99,93	1 633	1 633
Intersearch France	63	-1	99,76	964	344
Informatique Conseil Gestion	41	-271	100,00	630	630
2. Filiales étrangères :					
Synergie TT (Espagne)	1 500	599	100,00	1 650	1 650
Synergie Belgium (Belgique)	250	8 286	100,00	7 911	7 911
Gestion Hunt (Canada)	0 3	-1 150	100,00	1 048	1 048
Elitt (Luxembourg)	50	1 409	100,00	1 852	1 852
Synergie ETT (Portugal)	1 140	-706	100,00	1 248	1 248
Meetneed (Royaume uni)	1	2 190	69,93	9 410	9 410
3. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de Synergie :					
Filiales et participations				1 263	906

Sociétés (En milliers d'euros)	Prêts et avances	Cautions et avals donnes	CA exercice 2006	Résultat net exercice 2006	Dividendes encaisses par Synergie en 2005
1. Filiales françaises :					
Permanence Européenne	3 395		44 808	1 101	1 223
Aile Médicale			8 477	123	
Sepe Interim			137	101	
Intersearch France			1 529	115	
Informatique Conseil Gestion	766		722	180	
2. Filiales étrangères :					
Synergie TT (Espagne)	5 114		38 183	418	
Synergie Belgium (Belgique)			85 475	3 176	
Gestion Hunt (canada)	2 943		15 039	176	
Elitt (Luxembourg)			4 754	101	
Synergie ETT (Portugal)	931		12 980	179	

Meetneed (Royaume-Uni)	5 415			77	
3/ Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de synergie :					
Filiales et participations	10 663				9

Note 31. – Information sur les entreprises liées ou ayant un lien de participation.

(En milliers d'euros)	Entreprises liées	Entreprises ayant un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations	29 391	
Créances rattachées	1 259	
Prêts		
Avances et acomptes sur commande		
Créances clients et rattachées	159	
Autres créances	27 386	
Capital souscrit appelé non versé		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	25	
Emprunts et dettes financières diverses	7 283	
Avances sur commandes reçues		
Dettes fournisseurs et rattachées	1 281	
Dettes sur immobilisations et rattachées		
Autres dettes		
Produits de participation		
Autres produits financiers		
Charges financières		

## V. — Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2006 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Synergie tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous attirons votre attention sur les points suivants qui ont fait l'objet d'informations dans l'annexe :

La note n°4 de cette annexe expose la dépréciation dont peuvent faire l'objet les immobilisations incorporelles lorsque les perspectives de rentabilité future ne permettent plus de recouvrer leur valeur nette comptable. De même, la note n°5 de cette annexe expose l'approche retenue pour déterminer la valeur d'inventaire des immobilisations financières.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquels se fondent les calculs des valeurs d'utilité, en particulier les prévisions raisonnables d'exploitation établies par la société. Nous avons sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations retenues. Comme indiqué dans la note n° 6 de cette annexe, la société a mis en place des méthodes de reconnaissance des produits de nature à assurer, entre autres, le respect du principe d'indépendance des exercices. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces méthodes et sur l'évaluation qui en résulte. La note n° 13 de l'annexe précise que la société a repris, à concurrence du règlement de la partie exigible des redressements, la provision concernant le contrôle URSSAF au titre des années 1995 à 1999. Cette provision n'a pas fait l'objet, par ailleurs de réévaluation.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues décrites par la société, et sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous n'avons pas relevé d'élément susceptible de remettre en cause le niveau de provision constaté sur ce litige.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

— la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

— la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leurs faveur à l'occasion de la prise, de la cession ou du changement de fonctions postérieurement à celles-ci. Par application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participations et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris le 25 avril 2007,

*Les Commissaires aux Comptes, membres de la Compagnie Régionale de Paris :*

Figestor : JM Audit et Conseils :  
Jean-François COLOMES ; Gérard PICAULT.

#### VI. — Affectation du résultat.

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice distribuable de l'exercice clos le 31 décembre 2006 de la manière suivante :

Résultat de l'exercice	17.528.177,92 €
Report à nouveau antérieur	13.068.855,03 €
Résultat disponible	30.597.032,95 €
Réserve légale	876.408,90 €
Bénéfice distribuable	29.720.624,05 €
Dividendes	6.103.380,00 €
Réserve pour actions propres	- 484.696,01 €
Réserve facultative	993.311,01 €
Report à nouveau	23.108.629,05 €

**0705860**